

POLITIQUE



L'avenir en rose d'un parti d'opposition : le Parti du Travail de Belgique

Entre les intentions de vote des électeurs fatigués par les «affaires» révélées ces derniers mois en Wallonie, à Bruxelles et, dans une moindre mesure, en Flandre, et le résultat des urnes (les prochaines législatives auront lieu à l'automne 2018), il peut y avoir plus que la marge d'erreur de 2 ou 3% qu'annoncent traditionnellement les instituts de sondage. Cependant, selon le comptage réalisé par *Dedicated Research* fin juin 2017 - un des nombreux sondages réalisés en Belgique ces derniers mois - le très rouge Parti du Travail de Belgique (PTB) peut voir l'avenir en rose. Crédité - dans le sondage de fin juin 2017 - de 23% d'intentions de vote dans la partie francophone du pays, qui lui rapporteraient 20 sièges sur 150 au parlement fédéral belge, renforcé par les 6 sièges que ce même sondage attribue à la branche flamande (*Partij van de Arbeid* - PVDA) de ce parti unitaire, il serait à égalité avec le parti nationaliste flamand N-VA, qui resterait la plus grande formation au parlement.

C'est principalement le Parti socialiste (francophone) qui paie les pots cassés des révélations faites depuis le début de l'année sur les faveurs et les avantages parfois extravagants accordés plus ou moins discrètement par ses élus... à ses élus. Il faut souligner que, pour révoltants qu'ils soient, ces petits arrangements entre amis ont généralement été conclus avec soin afin de ne pas enfreindre la loi. Ils révèlent cependant des pratiques de copinage et d'enrichissement qui, en quarante ans de pouvoir quasi ininterrompu, étaient devenues des habitudes, voire une forme de culture. Un «système mafieux», a estimé un politologue de l'université de Liège, commentant la confusion des intérêts dont il accuse



Raoul Hedebouw (au milieu) participant au «Slimste Mens ter Wereld» (L'Homme le plus intelligent au monde), un jeu télévisé très populaire sur la chaîne flamande «Vier», 2016.

certaines membres de la section liégeoise du PS. Ceux-ci accaparaient la gestion d'une intercommunale (société publique accomplissant des missions de service public), pour laquelle ils touchaient jusqu'à 800 000 euros, en plus de leurs salaires d'élus et d'autres fonctions rémunérées.

Le PTB n'est pas le quasi inexistant Parti communiste de Belgique (dont il singe pourtant largement les symboles: drapeau rouge frappé d'une étoile, chant de l'Internationale le poing levé...), mais il peut dans une large mesure être comparé aux Insoumis du Français Jean-Luc Mélenchon, prônant entre autres l'impôt sur la fortune, une fiscalité accrue des multinationales, la médecine (gratuite) pour tous, la progressivité de la TVA selon le pouvoir d'achat, la lutte contre la spéculation boursière ou encore la création d'une banque publique. «Nous devons changer de cap et virer à gauche», dit le parti dans son programme.

Pour anachronique qu'il puisse sembler à certains, le programme du PTB séduit, particulièrement dans le bassin liégeois et

dans le Hainaut, régions dont la gloire et la force industrielle ne sont plus que de lointains souvenirs. La mondialisation, la délocalisation d'usines vers des pays à moindre coût salarial, y ont laissé de nombreux travailleurs sur le carreau. En Flandre, région plus prospère, l'émergence du PVDA est plus sensible à Anvers: sur les rives de l'Escaut, l'industrie a également encaissé des coups durs et, avec les nombreux manutentionnaires travaillant au port, la ville cultive une solide tradition syndicale, dont les combats trouvent écho auprès du PVDA.

La présidence du parti est entre les mains du Flamand Peter Mertens, mais le visage du PTB, c'est le très charismatique Raoul Hedebouw, officiellement son porte-parole. Médiatique, habile dans les deux langues qu'il manie avec truculence, il est en Belgique l'incarnation de ce besoin de changement, d'une autre politique, personnifiée ailleurs par des figures de proue telles que Mélenchon en France, Tsipras en Grèce ou Turrion en Espagne.

En attendant, les partis se préparent aux élections et le PS francophone - qui, contraire-

ment à la majorité des partis socialistes d'Europe, campe sur les principes de la doctrine socialiste et refuse de se muer en parti social-démocrate - opère lui aussi un virage à gauche dans l'espoir de repêcher les militants et les électeurs déçus ou dégoûtés par les «affaires».

À titre d'exemple, dans son livre-programme *Nouvelles conquêtes* sorti à l'été 2017, le président Elio Di Rupo prône la semaine des 30 heures ou encore la réduction de l'écart salarial au sein d'une entreprise à un rapport de 1 à 15.

Sans réelle expérience du pouvoir, défendant un programme qui laisse peu de place aux compromis et surfant largement sur la popularité de son porte-parole, le PTB, en dépit de son succès dans les sondages, saura-t-il être autre chose qu'un parti d'opposition, particulièrement en Belgique, démocratie représentative où, à l'exception de certains scrutins communaux, la composition de majorités de coalition - impliquant de nombreuses concessions sur le programme électoral - est la règle?

Gerald de Hemptinne

Voir les pp. 39-45 du présent numéro.